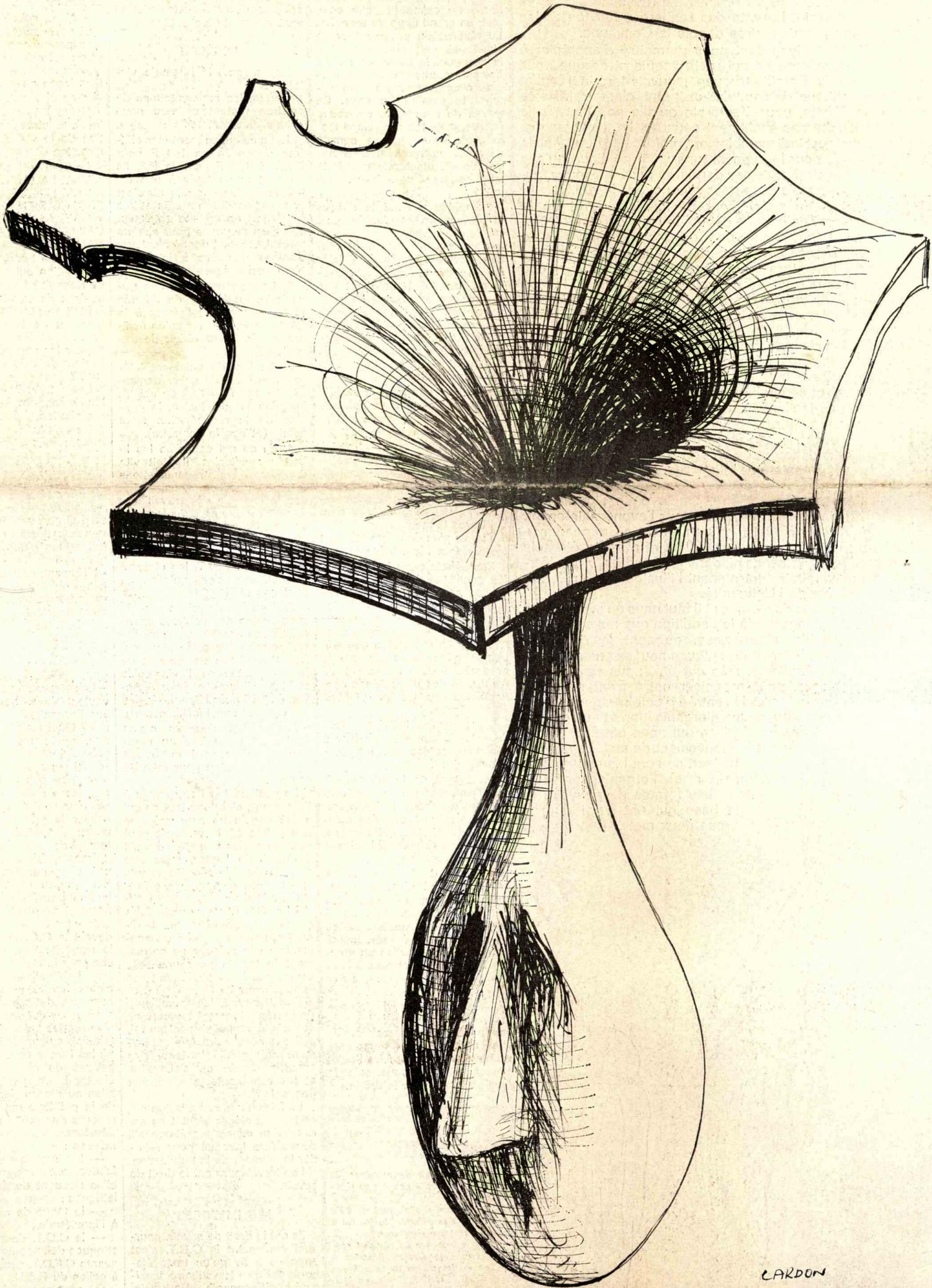


# ACTION

N° 17 ● MARDI 25 JUIN ● PRIX MINIMUM : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

## ET MAINTENANT ?



# CE QUI N'A PAS ÉTÉ DÉFAIT

La grande presse parle complaisamment de la victoire du « parti de la peur », de la victoire du « non à la révolution », en voulant faire croire que cette crainte et ce refus ont été largement partagés par les travailleurs. Même « L'Humanité » rentre dans ce jeu en imputant aux « outrances » des « ultra-gauchistes » la peur d'une grande partie des Français progressistes.

Peut-être est-ce bien là le réflexe d'une certaine clientèle petite bourgeoise du P.C.F., mais personne ne nous fera croire que c'est le fait de la classe ouvrière. Les travailleurs qui n'ont pas voté parti communiste n'ont pas voté par peur. Ils n'ont pas voté non à l'aventure. Beaucoup ont voté dans la résignation et la déception, que celles-ci se traduisent par l'abstention, le report de leurs voix sur le P.S.U. ou sur un autre parti. C'est dans les bastions rouges que les voix communistes ont subi les baisses les plus spectaculaires. Seine-Saint-Denis : 5 % de voix en moins, pourcentage accru d'abstentions, gains du P.S.U. ; Val-de-Marne : hausse des abstentions ; même chose dans la Loire-Atlantique, tandis que les campagnes votaient « contre la subversion ». On pourrait multiplier ainsi les exemples. Seule la bourgeoisie a voté à la fois dans la peur et dans un esprit offensif. La revanche électorale est son terrain. Le vote des rentiers a fait toutes les chambres réactionnaires depuis la Commune.

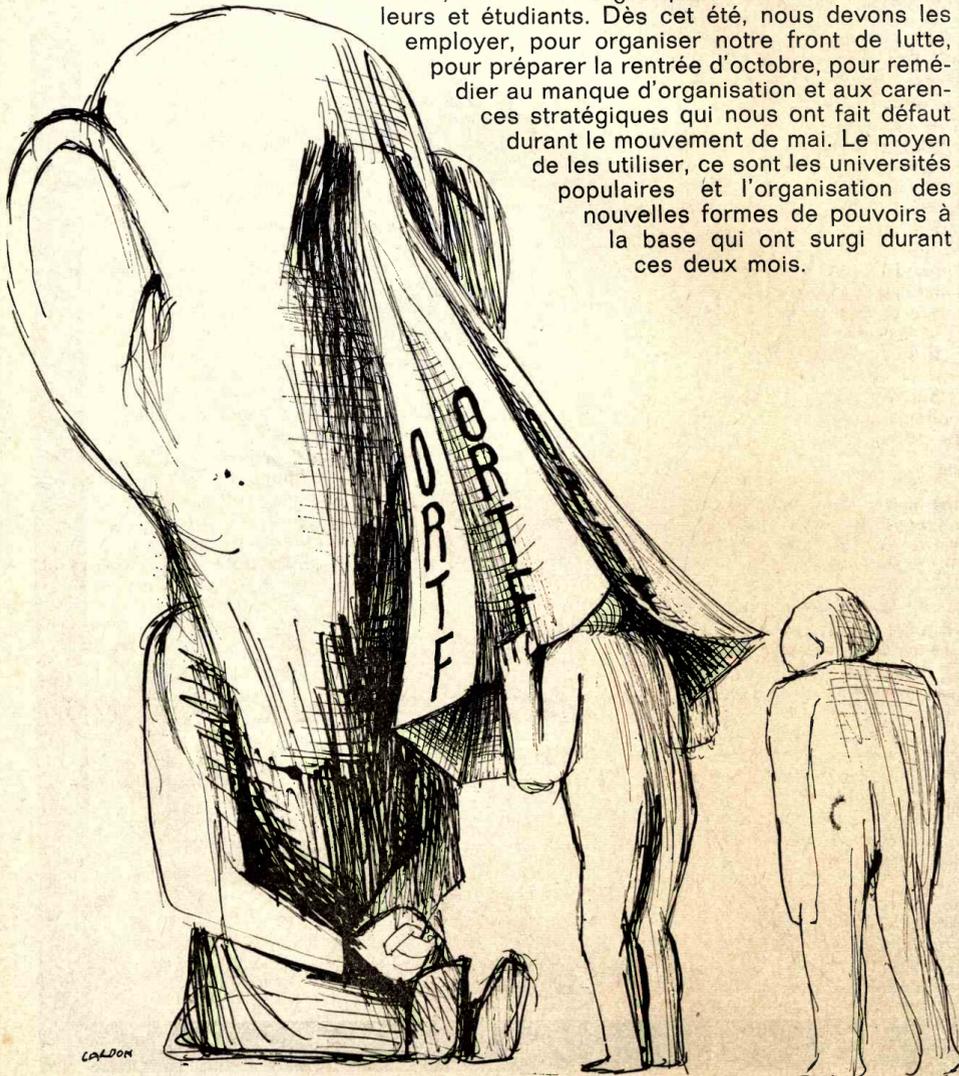
Cette analyse peut nous permettre d'apprécier à leur juste mesure ce qui reste acquis et ce que nous avons perdu. Bataille truquée, mauvais terrain, résultat d'une politique de capitulation ? Oui, c'est vrai. Reste que la défaite, pour électorale qu'elle soit, est réelle et ne touche pas seulement ceux qui l'ont provoquée. Le pouvoir est indiscutablement renforcé, la bourgeoisie a retrouvé, pour le moment, une unité politique qu'elle semblait avoir perdue ces dernières années. Il nous faudra beaucoup d'efforts pour reconquérir la rue.

Défaite du mouvement de mai-juin, arrêt de la bataille essentielle qui a débuté le mois dernier ? Sûrement pas ! Car, encore une fois, les travailleurs ne se sont pas rangés dans le parti de la peur, ils n'ont pas dit non à l'aventure passionnante qu'a constituée et que constituera la prise de pouvoir dans les usines, l'union de tous dans la lutte, le pouvoir populaire dans la rue. Ils ont simplement exprimé leur mécontentement envers les carences de l'appareil du mouvement ouvrier et leur crainte de voir repris par le pouvoir, les résultats qu'ils ont obtenus ces semaines-ci.

Dans les usines, dans les facultés, quelque chose est changé et ce quelque chose est un acquis qui ne se laissera pas facilement détruire. Les travailleurs y ont forgé leur pouvoir, le pouvoir résultant de l'union de ceux qui possèdent la force de travail face aux tentatives d'intimidation et de catégorisation du patronat.

La seule tentation, le seul danger, c'est de croire que cet acquis nous est donné une fois pour toutes, qu'il n'a besoin que d'être conservé en attendant la prochaine tourmente. L'acquis, nous l'avons maintenant, il s'agit de le défendre en maintenant en permanence un front de lutte qui ne soit ni le retour aux éternels débrayages inefficaces ni, dans les facultés, à un réformisme universitaire entretenant l'illusion d'une réforme démocratique de l'Université.

Nous avons des armes et il faut nous en servir. Elles ne seront efficaces qu'à la condition que nous les utilisions ensemble. Nos armes, ce sont les Comités d'action, les liaisons organiques nouées entre travailleurs et étudiants. Dès cet été, nous devons les employer, pour organiser notre front de lutte, pour préparer la rentrée d'octobre, pour remédier au manque d'organisation et aux carences stratégiques qui nous ont fait défaut durant le mouvement de mai. Le moyen de les utiliser, ce sont les universités populaires et l'organisation des nouvelles formes de pouvoirs à la base qui ont surgi durant ces deux mois.



## La droite face au 2<sup>e</sup> tour

Le rassemblement de toutes les forces réactionnaires est une donnée essentielle pour l'analyse du premier tour.

Aidé par les carences de son opposition de gauche, la réaction se retrouve avec un gros paquet de voix. Mais aujourd'hui, pour gouverner un Etat capitaliste, le Parlement est de peu d'utilité. Partout le parlementarisme se meurt, en France un peu plus qu'ailleurs parce que le régime est fondé sur le principe d'autorité.

C'est justement ce manque de souplesse dans la structure du pouvoir qui a amplifié la crise : après un calme presque complet, un grand coup de tonnerre. Le résultat du premier tour ne règle pas le problème posé à la bourgeoisie française : celui des structures politiques propres à assurer sans heurts violents la gestion du pays. Sa marge de manœuvre se trouve accrue, mais les problèmes restent, dans les usines comme dans les universités. La bourgeoisie est électoralement forte mais comment va-t-elle gouverner ?

Pompidou a senti le danger et essaie de manier le plus longtemps possible le bâton en menaçant ceux qui, à la rentrée, seraient tentés de « faire de l'agitation ». Malheureusement pour lui, il ne suffit pas d'organiser la répression pour gouverner. Dans les entreprises, dans l'Université, la bourgeoisie doit, bon gré mal gré, prendre des mesures qui, de son point de vue « normaliserait » la situation.

En d'autres termes, le problème qui est posé c'est celui de la capacité du gaullisme à faire face aux questions posées par l'évolution du capitalisme.

On passe ici du domaine électoral au domaine économique. Si toutes les forces de droite sont d'accord pour repousser les perspectives dont était gros le mouvement de mai, il n'en va plus de même lorsqu'il s'agit de se répartir les profits.

Les débats entre le Centre et les gaullistes d'une part et entre les gaullistes et les giscardiens d'autre part ne sont plus alors de simples oppositions d'ambition mais des oppositions d'intérêt. La répartition des sièges entre les divers courants de la droite sera un élément de l'arbitrage des dispositions économiques que Couve de Murville prépare.

C'est pourquoi l'éditorialiste de « La Nation » tapait hier à coups redoublés sur les centristes.

La logique de la lutte politique, l'exacerbation du conflit de classes, a conduit la bourgeoisie à un refus brutal des solutions ménéziéristes qui auraient tenté de mieux intégrer la classe ouvrière au système.

A cause de la concurrence internationale, il ne peut pas être question pour le gouvernement de défendre tous les capitalistes, toutes les branches d'industrie, toutes les entreprises, petites ou grosses. Il y aura des coupes à faire au profit des uns plutôt que des autres.

Les moyens d'intervention que peut utiliser l'état après les grèves (passation de marchés, dégrèvements fiscaux, emprunts et subventions) vont faire l'objet d'après débats. C'est cela le deuxième tour pour la droite.

### ACTION CONTINUE

Grâce au soutien de centaines de diffuseurs, « Action » poursuit sa parution quotidienne.

Créé sans aucun capital, sauf celui de la confiance des militants, le journal a besoin de rentrées régulières.

Si vous voulez que sa parution continue, assurez le soutien financier à « Action ». Versez les fonds à Serge Bosc, C.C.P. 24 642-72 Paris, en indiquant « Pour Action ».

Pour un paiement, indiquer le numéro et le nombre d'exemplaires ainsi que le nom du diffuseur.

## RENAULT : LES SATISFACTIONS SONT MAIGRES

« Action » du 18 juin avait publié la liste des revendications générales de chez Renault avec, en regard, ce qui avait été obtenu ou plus exactement ce que les responsables syndicaux laissaient entendre avoir obtenu.

Car il fallait bien que la C.G.T. Renault justifie son appréciation (« Nous avons arraché des résultats bien au-dessus du protocole de Grenelle ») pour peser en faveur de la reprise.

Aujourd'hui, les travailleurs de Renault, déjà peu satisfaits des résultats comme le montrait le vote de reprise, découvrent que non seulement le gâteau n'a pas été entamé, mais que les miettes sont vraiment bien petites.

### LE BILAN

Reprenons « le bilan de victoire ».

Certes, les augmentations de salaires restent ce que nous avions annoncé, mais :

1. En ce qui concerne les chiffres annoncés de 100 F pour l'O.S. à 130 F pour le P3, ils ne sont pas relatifs à une retraite complémentaire, mais c'est une augmentation de la prime de départ en retraite anticipée. 120 F en moyenne pour chaque travailleur ayant donné plusieurs dizaines d'années à la Régie, c'est bien mince.

2. La mensualisation des travailleurs au-dessus de 55 ans et travaillant actuellement à la Régie ne va toucher qu'un nombre extrêmement réduit de travailleurs.

3. Au lieu du paiement intégral des jours de grève demandé, il s'agit de 50 % du salaire jusqu'au 17 juin inclus, le principe de la récupération étant admis (et non le contraire).

4. En ce qui concerne les libertés syndicales, il était vite dit que les revendications étaient satisfaites. Quelle n'est pas la surprise des travailleurs de voir réaffirmer, dans les nouvelles plates-formes revendicatives établies par la C.G.T., des exigences qu'ils croyaient arrachées. Si la C.G.T. les réclame de nouveau, c'est qu'elles ne l'ont pas été !

5. Il en est de même pour la suppression des contrats provisoires des 3 000 travailleurs actuellement dans cette situation. Des travailleurs de Flins et de Renault ont reçu l'avis qu'ils étaient débauchés (voir « Action » n° 15 pour Flins, mais des cas existent aussi à Billancourt).

6. Ces licenciements sont également contraires au paragraphe de l'accord qui disait « pas de sanction pour faits de grève ».

Le sentiment qui se dégage à Billancourt, c'est que tout ce qui a été conclu ne concerne que des points où le patronat peut reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre, mais que rien de durable n'a été acquis après quatre semaines de grève.

On m'a dit : « La C.G.T. va vouloir faire croire aux travailleurs que la direction revient sur ses engagements : elle prépare en ce moment le terrain pour une telle campagne. Mais quels sont ses engagements ? »

Effectivement, les travailleurs de la Régie ignorent toujours ce qui a été signé et par qui ?

Il est nécessaire que rapidement soit publié le texte des accords signés entre Dreyfus et les représentants syndicaux (lesquels ?).

Le fait qu'une commission paritaire doit siéger bientôt ne serait qu'un mauvais prétexte s'il devait être invoqué pour retarder le moment de la publication. Les travailleurs ont le droit de savoir.

### LES IMMIGRES

Ils ont le droit de savoir, pourquoi également la C.G.T. s'est opposée à ce qu'un texte élaboré par les travailleurs immigrés, Espagnols, Portugais, Nord-Africains... soit soumis à l'approbation de tous les syndicats de la Régie, puis s'est op-

posé ensuite à ce qu'il soit diffusé au nom de tous les travailleurs émigrés.

Ce texte, le voici :  
« Aux travailleurs français,  
« Les travailleurs immigrés de la Régie Renault en lutte aux côtés de leurs camarades français, réaffirment une fois de plus qu'ils sont partie intégrante de la classe ouvrière française.

« Ils ne sont pas seulement solidaires, mais ils sont partie prenante dans le combat que mènent les travailleurs français pour la satisfaction de leurs justes revendications générales et particulières.

« Nous appelons les organisations syndicales à s'opposer aux manœuvres de la direction et du patronat en défendant résolument les revendications particulières de l'immigration, à savoir : »

Suivent 19 points qui constituent la plate-forme revendicative de la C.G.T. à Renault en direction de l'immigration.

Le tract se terminait par :  
VIVE LA LUTTE DE CLASSE.  
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN  
VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA REGIE RENALT.

Dans ce texte, quelle était la formulation qui gênait la C.G.T. de Renault ? Les travailleurs ont le droit de savoir.

Etait-ce pour briser tout élan nouveau de la lutte alors que Frachon et Ségué, venus commenter les accords de Grenelle, avaient déjà donné le signal du repli ?

Les travailleurs immigrés, lourdement frappés par la surexploitation, constatent que cette attitude a porté ses fruits : ils n'ont rien obtenu ; ni sur les contrats provisoires ni sur le F.A.S., ni sur aucun des 17 autres points de leur plate-forme.

D'ailleurs ce n'est pas un hasard si après avoir énuméré les revendications « satisfaites » de différentes catégories à la Régie : mensuels, femmes, jeunes, « L'Humanité Dimanche » du 16 juin « oubliait » celles des travailleurs immigrés qui constituent pourtant 50 % du personnel O.S. et manœuvres. (Voir « Action » du 18 juin).

### SOLIDARITE ?

Les travailleurs de Renault veulent aussi des explications sur l'organisation de la solidarité ? Quel était le but visé lorsque, après trois semaines de grève, il était distribué 30 F à 18 000 grévistes sur 33 000 ? N'était-ce pas la façon la plus efficace de dire « Voyez, nous ne pouvons pas tenir, il faut cesser la grève » et en même temps d'aiguiser le mécontentement des moins résolus.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que la C.F.D.T. Renault ait eu beau jeu de faire la fine bouche : « C'est insuffisant. Les résultats sont maigres » (2) et de se placer ainsi devant la C.G.T. à la pointe de la revendication. Quelle revanche pour la C.F.D.T. qui se montre habituellement beaucoup moins hardie et quelle bonne occasion de préparer les prochaines élections au comité d'entreprise !

Ainsi, aujourd'hui, au moment où les forces de gauche sortent battues du champ de bataille électoral, on peut dresser le bilan au niveau des entreprises de la politique qui a préféré le recours aux urnes plutôt que le développement de la lutte des masses :

— les satisfactions sont effectivement maigres, demain elles risquent de devenir squelettiques ;

— le tonus de mai fait place à l'inquiétude ;

— la C.G.T. donne prise aux attaques démagogiques des dirigeants C.F.D.T. comme le P.C.F. à celles du P.S.U.

Où sont passés les motifs de fierté ?

(2) Tract distribué le 17 juin.

# LE PCF ENTRE LES GRÉVISTES ET LES PETITS BOURGEOIS

L'issue des élections en France se règle en général par un faible déplacement de suffrages entre la gauche et la droite. Les élections de juin 1968 n'échappent pas à la règle.

## DEPLACER 500 000 VOIX

Les élections du Front populaire ont été gagnées par un déplacement de 500 000 voix. Les raz-de-marée électoraux se produisent à l'intérieur de la droite et à l'intérieur de la gauche. L'U.D.R. gagne 1 210 093 suffrages. Mais la droite non gaulliste perd plus de voix que la gauche : 683 759 voix contre 679 994. Le gaullisme n'a été plébiscité que par le parti de l'ordre et de la peur. Ce qui vient d'être réuni ce n'est pas le ralliement de la France au Général « Sauveur » ; c'est une opération politique précise, l'unification des forces réactionnaires dans le pays. Cela c'était fait avant les élections ; dimanche, l'opération a reçu son label de qualité.

## LE MOUVEMENT DE MAI ET LE VERDICT DES URNES

Pour pouvoir formuler un jugement valable sur les élections de juin 1968, il importe de s'interroger sur les conséquences du mouvement de mai sur le verdict des urnes. La région parisienne, tant par son importance politique que par son poids démographique et industriel a joué un rôle de premier plan. Si l'on examine les résultats de Paris intra-muros, on s'aperçoit que le recul du P.C.F. y est deux fois plus important que dans l'ensemble du pays. La F.G.D.S. recule plus fortement et le P.S.U. avance de façon moindre ; au total, c'est 5 % des suffrages

exprimés que perd la gauche. En profitent l'U.D.R. (1 %), les Centristes (2 %), les divers (2 %).

On pourrait croire qu'il s'agit d'un mouvement particulier, s'expliquant pas la composition sociale particulière du Paris intra-muros : prédominance bourgeoise et petite bourgeoisie, importance des professions intellectuelles et des employés, reflux vers la banlieue du prolétariat. Il n'en est rien. Les résultats de la Seine-Saint-Denis, le fief par excellence du P.C.F., un département qui avait donné en 1967 8 députés au P.C.F. sur 9. Le P.C.F. passe de 45 % à 40 % des suffrages exprimés. Le P.S.U. gagne 4 % des suffrages, ce que perd la F.G.D.S. Les gaullistes gagnent près de dix mille voix et 3,60 % en pourcentage.

Dans le Val-d'Oise la perte du P.C.F. est un peu moins sensible (3,70 %). L'U.D.R. recule de 10 000 voix. Mais il s'agit là d'une illusion comptable : les voix du lieutenant de Giscard d'Estaing, le Prince Poniatowski étaient comptabilisées en 1967, elles ne le sont plus en 1968. Il en obtient 22 512. Dans l'Essonne, plus composite au point de vue social, la gauche est au contraire plus stable. Le P.S.U. gagne ce que perd le P.C.F. et la Fédération.

## AU CŒUR DES BASTIONS OUVRIERS

D'ordinaire, les reflux du P.C.F. se font autrement. En 1958, c'étaient les électeurs de fraîche date qui avaient abandonné le Parti : les bastions avaient tenu, le reflux y avait été moins net. Aujourd'hui, c'est au cœur même des concentrations ouvrières que le P.C.F. perd le

plus fortement ; ce fait sans précédent indique un déplacement de l'assise sociale du P.C.F. La politique légaliste a conservé quelques électeurs petits bourgeois. Elle a désorienté profon-



# LES CHIENS DE GARDE ABOIENT TOUJOURS DE LA MÊME FAÇON

La réaction immédiate de la droite devant tout mouvement révolutionnaire est de lui dénier tout contenu politique profond, de refuser ses causes réelles.

En effet, la société bourgeoise, naturelle et harmonieuse, ne saurait produire de soulèvements. Si le peuple, sans volonté et pacifique, se soulève ce ne peut être que parce qu'il a été dévoyé par des éléments externes, que parce qu'on a introduit artificiellement le désordre et l'anarchie.

Il est frappant de voir comment, à cent années de distance, la bourgeoisie a retrouvé les mêmes clichés, les mêmes arguments pour dénaturer et condamner la Commune de Paris et le mouvement de mai-juin 1968.

## LE THEME DES ETRANGERS

Pour montrer que le mouvement n'a pas de racines objectives dans la réalité nationale, et que le soulèvement n'est pas autonome, la bourgeoisie met en valeur l'importance des étrangers, agitateurs extérieurs qui inoculent le virus révolutionnaire.

Ainsi en 1968 la presse a mis en lumière le fait qu'un des dirigeants du mouvement étudiant était un « anarchiste allemand », que plus de 150 « étrangers » ont été expulsés de France pour participation aux événements ; M. Pompidou a parlé à l'Assemblée nationale d'« individus déterminés, munis de moyens financiers importants [...] dépendant à l'évidence d'une organisation internationale [...] qui vise non seulement à créer la subversion dans les pays occidentaux mais à troubler Paris » (15 mai 1968) ; la publicité outrancière faite aux soi-disant « Kantangais » s'inscrit dans la même attitude.

En 1871, déjà, les thèmes du cosmopolitisme de la Commune et de son anti-patriotisme étaient abondamment développés.

Pour Hippolyte Taine, les communards, ce sont : « environ 100 000 insurgés dont 50 000 étrangers » (lettre du 19 mai 1871).

Pour le critique littéraire Paul de Saint-Victor, le tableau est coloré :

« Cette franc-maçonnerie du crime dont le drapeau n'a d'autre couleur que celle du sang, trônait et régnait à l'Hôtel de Ville. Elle avait recruté les routiers et les malandrins de l'Europe entière. Des faussaires polonais, des bravi garibaldiens, des pandours slaves, des agents prussiens, des filibustiers yankees [...] Paris était devenu l'égoût collecteur de la lie et de l'écumé des deux-mondes. » (L'Orgie rouge.)

Quand Victor Hugo refuse de condamner la Commune, il est attaqué en ces termes par Barbey d'Aureville :

« Il s'appelle M. Victor Hugo. Jusqu'ici on le croyait Français [...] Ecrivez votre prochain livre en allemand. » (Un poète prussien, 13 mai 1872.)

## LE THEME DE LA FIEVRE

Un autre procédé pour nier les causes politiques d'un soulèvement est de déclarer qu'il s'agit d'une maladie, d'une fièvre accidentelles.

Ainsi le mouvement de mai 1968 a été impulsé par des « enrégés ». Ce terme implique bien, par référence avec rage, et chien enrégé, qu'on a affaire à un virus contagieux qui n'a rien à voir avec la politique. On a développé aussi le thème de la fièvre obsessionnelle. Pour le doyen Grappin, Nanterre est devenu « je n'ose pas dire un chaudron de sorcière mais un espace clos, replié sur lui-même » (L'Aurore du 4 mai 1968.) De même qu'à la Sorbonne « L'énervement constant de cette claustration à l'intérieur de l'université, cette vie qui se déroulait absolument en vase clos, avaient même déclenché des troubles psychiques chez certains jeunes gens. » (Parisien Libéré du 14 juin 1968.)

Là, la bourgeoisie se délecte en descriptions obscènes. Comme la Sorbonne en mai 1968, les Communards avaient leur temple : L'Hôtel de Ville.

« Du haut en bas, à toute heure, c'était ignoble. Toutes les salles antiques, où jadis tant de paroles graves avaient été prononcées par des bouches augustes [...] étaient occupées par la canaille vautreée dans sa crasse exultante, dans l'orgueil de son immondice [...]. L'Hôtel de Ville était devenu un cabaret, un lupanar, une latrine. Toutes les dépravations, toutes les turpitudes s'y donnaient rendez-vous. » (Montégut, Le Mur, 1892.)

La presse bourgeoise, horrifiée, a appris ce qui se passait à la Sorbonne :

« Rendez-vous du « Tout-Paris » dès que l'on fut certain qu'on pouvait s'y aventurer [...] « la vieille dame du savoir » s'encanaillait à vue d'œil... « la liberté tant cherchée était devenue licence... Les occupants cultivaient la saleté plus que le paradoxe... la literie était dans un état lamentable et cette promiscuité entre garçons et filles a donné lieu quelquefois à des scènes où la vertu sinon la décence ne trouvaient plus leur compte. » (Parisien Libéré du 14 juin 1968.) Le même journal titrait en 1<sup>er</sup> page : « Un flot insalubre au cœur de Paris... une épidémie de maladies vénériennes s'est déclenchée. »

« Le vandalisme » (Parisien du 13 juin 1968) des étudiants qui incendient les voitures avec « des produits tels que l'essence dont les manifestants paraissent avoir de véritables stocks » (Huma-Dimanche du 26 mai 1968) sont le pendant des incendies des Communards et des pétroleuses. « Erostrates de banlieue. Sardanapales ivres de vitriol. » (Catulle Mendès, Les 73 journées de la Commune.)

Enfin le meilleur moyen de discréditer les révolutionnaires est de dire que ce sont des ambitieux sans programme, qui ne veulent qu'installer le désordre.

« Je me perds dans cet abîme de non-sens » (Leconte de Lisle, lettre du 3 nov. 1871). « C'est énorme d'ineptie et d'injustice » (Flaubert, lettre à Sand du 31 mars 1871). « La question politique était le dernier de leurs soucis » (Maxime du Camp).

C'est la même confusion, les mêmes non-sens que l'on retrouve aujourd'hui, selon M. Peyrefitte (Assemblée Nat., 8 mai).

« Leur idéologie est confuse. Anarchisme, castrisme, maoïsme, tout s'y mêle, mais ce qui surnage c'est le nihilisme. Ni doctrine, ni foi, ni loi. »

Dans sa peur la bourgeoisie reproduit ainsi les mêmes schémas, les mêmes clichés. Mais il semble que pour cette fois, elle a eu moins peur qu'en 1871, car si le Figaro a bien demandé au pouvoir de juger les étudiants : « Ils relèvent de la correctionnelle plutôt que de l'université » (4 mai 1968), si la bourgeoisie a été soulagée par le reflux du mouvement, elle n'a pas eu l'occasion encore d'applaudir à la répression comme en 1871.

« C'est bon. Il n'y a eu ni conciliation ni transaction. La solution a été brutale... Enfin la saignée a été une saignée à blanc... C'est 20 ans de repos que l'ancienne société a devant elle si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment. » (Edmond de Goncourt, Journal, 31 mai 1871.)

« Nous avons été la proie d'un soulèvement total de tous les déclassés, de tous les fruits secs, de tous les singes d'Erostrate qui pullulent dans les bas-fonds des sociétés modernes, de tous les paresseux pillards, des radeuses de barrière, de la lie des prisons et des bagnes. » (Lettre du 29 mai 1871.) Cette pègre n'a qu'un but : l'orgie et la chienlit.

## PARIS

	PREMIER TOUR 1968		PREMIER TOUR 1967	
	Nombre de voix	%	Nombre de voix	%
Exprimés .....	1 097 639	—	1 176 007	—
P.C. ....	202 733	18,47	262 268	22,30
P.S.U. ....	81 409	7,42	55 323	4,70
F.G.D.S. ....	84 507	7,70	133 564	11,36
U.D.R. ....	480 978	43,82	505 260	42,98

## SEINE - SAINT-DENIS

	PREMIER TOUR 1968		PREMIER TOUR 1967	
	Nombre de voix	%	Nombre de voix	%
Exprimés .....	486 947	—	511 772	—
P.C. ....	194 579	39,95	230 234	44,98
P.S.U. ....	26 635	5,46	5 950	1,16
F.G.D.S. ....	38 273	7,85	61 816	12,07
U.D.R. ....	181 688	37,31	172 498	33,70

## VAL D'OISE

	PREMIER TOUR 1968		PREMIER TOUR 1967	
	Nombre de voix	%	Nombre de voix	%
Exprimés .....	278 537	—	280 811	—
P.C. ....	82 637	29,66	93 348	33,24
P.S.U. ....	14 003	5,02	3 968	1,41
F.G.D.S. ....	30 449	10,93	46 296	16,48
U.D.R. ....	90 690	32,55	101 235	36,05

## ESSONNE

	PREMIER TOUR 1968		PREMIER TOUR 1967	
	Nombre de voix	%	Nombre de voix	%
Exprimés .....	270 856	—	270 476	—
P.C. ....	84 658	31,25	89 520	33,10
P.S.U. ....	17 024	6,28	5 803	2,14
F.G.D.S. ....	16 289	6,01	19 003	7,02
U.D.R. ....	94 510	34,89	97 145	35,91

## LOIRE-ATLANTIQUE (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> circonscriptions)

	PREMIER TOUR 1968		PREMIER TOUR 1967	
	Nombre de voix	%	Nombre de voix	%
Exprimés .....	203 654	—	213 354	—
P.C. ....	24 792	12,17	30 937	14,50
P.S.U. ....	15 166	7,44	5 133	2,40
F.G.D.S. ....	55 287	27,14	53 752	25,19
U.D.R. ....	94 850	46,57	80 563	37,76

dément les masses ouvrières. Le prix d'une politique de « conquête des classes moyennes ».

En Loire-Atlantique, dans les circonscriptions ouvrières, les luttes de masses ont profité au P.S.U. qui triple ses voix et à la Fédération. Comme partout, le P.C.F. recule. Dans le Rhône, à Villeurbanne, le camarade Houel, député sortant, perd 3 000 voix. A Besançon, à Montbéliard, dans le Nord le mouvement est du même type. A Lens, le P.C. perd près de 4 000 voix sur 15 000.

## DES LUTTES OUVRIERES MENEES AVEC FORCE ET CONVICTION

Dans l'ensemble la perte des voix du P.C.F. n'a pas été compensée par le gain d'autres formations de gauche ; la Loire-Atlantique fait exception, mais c'est là que les luttes ouvrières ont été menées avec le plus de force et de conviction. Dans le meilleur des cas la gauche parvient, comme dans l'Essonne à maintenir le niveau antérieur des voix. Dans de très nombreuses circonscriptions, c'est l'ensemble de la gauche qui reflue. La politique électoraliste est inefficace... même sur le plan électoral.

## LA PUISSANCE DE L'ETAT BATTUE EN BRECHE

Face à ces résultats, l'explication de la défaite de la gauche par les groupuscules est bien dérisoire. Ce qui a fait peur à la bourgeoisie, ce ne sont pas les barricades, c'est le mouvement de masses des étudiants et des travailleurs ; ce sont les occupations d'usines et de Faculté, c'est-à-dire la puissance de l'Etat battue en brèche. Ce qui a désorienté la classe ouvrière, c'est la capitulation du mouvement monnayée contre des élections. Les élections sont là ; le résultat est là.

## LES AVENTURIERS

Pour exploiter cette circonstance, il a fallu qu'interviennent quelques provocateurs, quelques agitateurs troubles et interlopes.

Pour Maxime du Camp, la Commune de Paris se réduit à « un groupe de 7 à 800 individus passionnés, réfléchis, rongés par l'ambition, méprisant le peuple au nom duquel ils parlent, haïssant les riches qu'ils envient [...] Ce sont des petits-bourgeois déclassés. » (Les Convulsions de Paris.)

La « socialiste » George Sand approuve :

« Le mouvement a été organisé par des hommes déjà inscrits dans les rangs de la bourgeoisie et n'appartenant plus aux habitudes et aux nécessités du prolétariat. Ces hommes ont été mus par la haine, l'ambition déçue [...] le fanatisme sans idéal, la naïveté du sentiment ou la méchanceté naturelle. » (Le Temps, 3 octobre 1871.)

L'argument est identique chez Georges Marchais. Pour lui comme pour la bourgeoisie, si les ouvriers agissent contrairement à l'action syndicale ce ne peut être que provoqués par des aventuriers ou des groupuscules.

« Ces groupuscules — quelques centaines d'étudiants — sont « en général des fils de grands bourgeois — méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière » qui sont « objectivement complices du pouvoir ». Aussi lorsque 9 000 ouvriers se défendent contre les attaques policières à Renault-Flins, il s'agit d'une provocation des « groupes Geismar » (Humanité du 8 juin 1968.)

## LA PEGRE DES BAS-FONDS

Ces agitateurs trouvent cependant une base pour impulser leurs provocations.

Le 25 mai 1968 Fouchet mettait en lumière l'importance de « la pègre chaque jour plus nombreuse, cette pègre qui sort des bas-fonds de Paris et qui est véritablement enrégée [...] Je demande à Paris de « vomir » cette pègre qui la déshonore. »

L'Humanité Dimanche du 26 mai lui emboîte le pas : « on retrouvera ces voyous douteux, cette pègre organisée dont la présence salit ceux qui l'acceptent et plus encore la sollicite. »

Cela fait écho à l'analyse que faisait un siècle plus tôt J.-M. de Hérédia :

« Nous avons été la proie d'un soulèvement total de tous les déclassés, de tous les fruits secs, de tous les singes d'Erostrate qui pullulent dans les bas-fonds des sociétés modernes, de tous les paresseux pillards, des radeuses de barrière, de la lie des prisons et des bagnes. » (Lettre du 29 mai 1871.) Cette pègre n'a qu'un but : l'orgie et la chienlit.

# Permanence diffusion ACTION Halle aux Vins

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués  
Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Grandes Imprimeries « Paris Centre »  
142, rue Montmartre Paris (2<sup>e</sup>)

# RIO

## Le combat contre la dictature

### Premières photos

Ces photos ont été prises à Rio, hier. Elles auraient pu être prises à Paris il y a quelques jours. Avec six morts, des centaines de blessés, dont quelques-uns dans un état très grave, c'est ainsi qu'à Rio de Janeiro s'était achevée la journée du 21 juin.

La concentration des étudiants a commencé vers 11 h. 30, quand une grande partie des étudiants a chanté le principal slogan : « Un peuple uni fait tomber la dictature », ainsi que des slogans réclamant la libération de leurs camarades emprisonnés dans les différentes prisons de Rio.

Une grande masse de gens s'est jointe aux étudiants, et c'est à ce moment-là que les batailles de rues ont commencé.

Il était 12 h. 30. Des centaines de policiers fortement armés : mitraillettes, grenades lacrymogènes, voitures pompes et pistolets se sont lancés contre les étudiants et les passants. Ce que Paris avait connu, Rio le subissait à son tour. En quelques secondes, le centre de la ville se transformait en un vrai champ de bataille. Des rafales de mitraillette dirigées vers le ciel donnaient aux gens des immeubles avoisinants l'impression que la guerre civile avait éclaté.

Dans le plus moderne building de Rio, l'édifice central, les grenades lacrymogènes traversaient les vitres pour éclater à l'intérieur des bureaux et des appartements, mettant les occupants en fuite.

Ceux-ci, à leur tour, sortaient dans la rue où les mitraillettes de la police les

attendaient, et ils furent immédiatement conduits à bord de centaines de voitures de police pour interrogatoire.

Cela devait durer quatre heures...

Dans la ville on n'arrivait plus à respirer, tellement l'atmosphère était chargée de gaz lacrymogènes. Un hélicoptère tournait au-dessus de Rio et lançait des bombes lui aussi. La violence de la police est responsable du nombre des victimes.

Samedi, protestant contre l'arrestation de deux cents de leurs camarades, cinq cents étudiants ont envahi le Parlement de Brasilia.

A Rio, les dirigeants de l'Union nationale du Brésil (U.N.E.B.), clandestine depuis plusieurs années, et pourtant

l'une des plus puissantes organisations étudiantes latino-américaines, ont publié un manifeste contre la répression policière et la dictature.

Les étudiants de Rio se sont révoltés et les masses populaires se sont jointes à leur lutte. Il ne faut pas chercher bien loin une explication quand on sait que Rio n'est pas seulement une plage pour milliardaires américains, mais surtout la ville des « favelas », des bidonvilles, dans sa plus grande partie ; quand on sait qu'une dictature fascisante a pris le pouvoir il y a quatre ans ; quand on sait que l'« opposition », aujourd'hui clandestine, cherche l'alliance avec Carlos Lacerda, celui qui a déroulé un tapis de fleurs aux fascistes du gouvernement.

(Photos Gamma)

